

MACRON NOUS A AMENÉ AU BORD DU GOUFFRE le RN peut nous pousser dedans

Ne nous y trompons pas les gouvernements en place depuis 2017 sont les principaux responsables du raz de marée de l'extrême droite que nous avons connu le 9 juin. De même, la division des forces progressistes a pu faire oublier qu'une autre voie est possible.

L'avalanche de mesures antisociales a fait monter une colère légitime dans la population :

- Réforme des retraites,
- Trois réformes de l'assurance chômage,
- Suppression de l'ISF,
- Baisse des cotisations sociales,
- Aucune mesure sérieuse contre l'augmentation du prix des carburants et de l'énergie,
- Baisse de l'impôt sur les entreprises,
- Lois travail et Plein emploi,
- Refus de l'indexation des salaires sur l'inflation et la liste est trop longue pour être citée entièrement.

Le chef de l'Etat et le gouvernement qui crient aujourd'hui à la démocratie en danger, sont ceux qui ont utilisé le 49.3 à 23 reprises. Ce sont ceux aussi, qui ont manœuvré pour museler les débats démocratiques et qui ont refusé de mettre au vote des propositions de loi pour annuler la réforme des retraites.

Ce sont encore eux qui ont mis en œuvre la répression inédite envers le mouvement des gilets jaunes et eux encore qui ont méprisé les travailleurs avec des petites phrases assassines sur « ceux qui ne sont rien » ou le fait de « traverser la rue pour trouver un emploi ».

A trop jouer avec le feu le gouvernement s'est brûlé les doigts.

En réalité, si les capitalistes et les gouvernements néo libéraux doivent sortir un tel arsenal législatif si répressif, si anti démocratique et si antisocial, c'est qu'ils sont aux abois.

Le RN n'est pas la solution !

Ce parti par ses multiples votes à l'assemblée nationale ou à l'union européenne a démontré qu'il n'était pas l'ami des travailleurs :

- Refus du rétablissement de l'ISF,
- Rejet d'une augmentation générale des salaires,
- Contre l'augmentation du smic à 1500€,
- Contre la revalorisation des salaires des personnels soignants,
- Contre un salaire minimum européen,
- Contre les abus des multinationales,
- Pour la suppression des cotisations sociales jusqu'à 3 fois le SMIC, autrement dit suppression de la sécurité sociale et de l'assurance chômage.

Refusons de choisir entre la peste et le choléra !

Emparons nous de cette période pour obtenir satisfaction pour nos revendications, basées sur la justice sociale, le partage des richesses et qui répondent à l'intérêt général.

Les 30 juin et 7 juillet nous ne pouvons laisser la direction du pays à l'extrême droite ou aux libéraux, il faudra voter pour des candidats qui proposent des mesures de progrès social et qui s'engagent sur nos revendications dont :

- L'abrogation de la loi sur les retraites et la mise en place de la retraite à 60 ans avec 37,5 ans de cotisations et moins pour les métiers pénibles,
- L'augmentation conséquente du SMIC, des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux,
- L'abrogation des réformes de l'assurance chômage avec effet rétroactif,
- La fin des délocalisations et du dumping social,
- La défense et le renforcement des services publics,
- L'assurance de notre indépendance énergétique,
- La restauration de l'impôt sur la fortune et la modification des tranches pour un impôt sur le revenu plus juste.

**Votons en masse et
Faisons FRONT POPULAIRE !**